Le Monde
MARDI 28 AVRIL 2020

« Cette crise va renforcer la déglobalisation »

Pour Olivier Blanchard, ex-chef économiste du FMI, la reprise sera lente mais « on a vu le fond du trou »

ENTRETIEN

L'ancien chef économiste du Fonds monétaire international (FMI), aujourd'hui au Peterson Institute, prévient : le pilotage de la reprise sera très délicat dans les économies industrialisées. Et les défauts seront difficiles à éviter dans les pays émergents, plus fragilisés encore par la pandémie du Covid-19.

Olivier Blanchard (au centre), le 16 avril 2012 à Washington.
SHAWN THEW/MAXPPP/EPA

A quelle catastrophe historique ou crise passée peut-on se référer pour comprendre les conséquences économiques de cette pandémie ?

Le problème est justement que nous ne disposons d'aucune référence. Il y a bien la grippe espagnole de 1918, mais le contexte d'après-guerre était très particulier, et l'on manque de données sur les stratégies de l'époque.

La dépression économique à laquelle nous assistons sort des schémas observés traditionnellement, à savoir un effondrement de la demande, lorsque les entreprises investissent moins, tandis que la consommation chute. Aujourd'hui, nous assistons au contraire à un choc d'offre, lié à la fermeture des entreprises non essentielles, avec une contrainte absolue dans certains secteurs, comme le tourisme. Il convient donc d'utiliser différemment les instruments de soutien économique classiques. Pousser trop la demande si l'offre est limitée ne sert pas à grand-chose. Il faut travailler sur les deux côtés.

Jusqu'où nos économies peuvent-elles s'effondrer ?

Ces dernières semaines, les pays avancés ont enregistré l'essentiel du plongeon, très violent, et commencent un déconfinement progressif. Ce processus s'annonce éminemment complexe, et la reprise sera peut-être lente, mais on a vu le fond du trou.

La situation des pays émergents et en voie de développement est bien plus préoccupante. Ils ne disposent pas des mêmes moyens sanitaires et vont subir une mortalité élevée. Et ce, tout en étant confrontés à de graves problèmes économiques liés à l'effondrement du tourisme, la fuite des capitaux, la chute du prix des matières premières. Beaucoup risquent de subir une catastrophe humaine et économique majeure.

Aux Etats-Unis, en Europe, la réponse budgétaire est-elle à la hauteur ?

Les gouvernements ont agi dans l'urgence pour soutenir les ménages aux revenus les plus faibles et éviter les faillites massives d'entreprises. Ils font beaucoup et ont su dégager les marges de manœuvre budgétaires nécessaires – marges que l'on présentait souvent comme inexistantes il y a quelques semaines encore !

Auraient-ils pu être mieux préparés ? Peut-être. Mais déployer une réponse d'une telle ampleur, en ciblant rapidement ceux qui en ont le plus besoin, est extrêmement difficile. Les administrations concernées, comme celles gérant les aides aux chômeurs, ont vu leur charge de travail exploser et ont fait face à d'importants goulots d'étranglement.

Comment relancer l'économie, lorsque nous entamerons le déconfinement ?

Ce processus de transition, avec des avancées et retours en arrière dans le confinement, sera d'autant plus délicat qu'il dépendra de l'évolution de l'épidémie – et la vitesse de la reprise dépendra du rythme auquel on peut rouvrir les secteurs fermés sans trop de risques. Les signes sont contradictoires. L'activité semble reprendre rapidement en Chine, mais peut-être au coût d'une augmentation des infections. L'expérience de l'Italie, qui affiche une diminution lente du taux d'infection malgré des mesures draconiennes, montre qu'il faudra probablement aller très doucement et piloter à vue de nez.

> **« La situation des pays émergents et en voie de développement est bien plus préoccupante »**

En outre, le traumatisme lié au virus affectera longtemps les comportements. Prenez les restaurants : ils ne rouvriront pas tout de suite, et même lorsqu'ils le feront, beaucoup de consommateurs craindront d'y retourner tout de suite. Dès lors, combien de temps faudra-t-il soutenir ces établissements ? Beaucoup disparaîtront.

Les banques centrales en font-elles assez ?

Oui. La Réserve fédérale *[Fed]*, la Banque d'Angleterre et la Banque centrale européenne *[BCE]* se sont montrées extrêmement réactives et ont évité une catastrophe financière. Elles ont ramené les taux à zéro lorsqu'ils ne l'étaient pas déjà. Surtout, elles ont agi pour calmer les marchés, en achetant les titres financiers lorsque les investisseurs paniquaient.

Devraient-elles recourir à la « monnaie hélicoptère », en distribuant de l'argent aux ménages ?

C'est un faux débat. Les banques centrales ne sont pas équipées ni légitimes pour savoir quels foyers devraient recevoir de l'argent et combien. Cette mission relève des Etats. Or, c'est ce qu'ils font déjà, par les dispositifs de chômage partiel et de soutien aux entreprises.

Faut-il craindre, à terme, une crise des dettes publiques ?

Avant cette crise, j'estimais que le niveau des dettes publiques dans les pays industrialisés n'était pas préoccupant. Même s'il va considérablement augmenter ces prochains mois, je n'ai pas changé d'avis : dans un contexte où face aux incertitudes, l'épargne de précaution va remonter tandis que l'investissement restera faible, les taux d'intérêt vont rester proches de zéro pendant longtemps. Tant qu'ils le seront, le poids de la dette restera faible, les gouvernements devraient être capables de maîtriser leur budget, et une crise des dettes publiques me paraît peu probable à court terme.

La zone euro a-t-elle instauré assez de pare-feu pour protéger les Etats aux finances publiques les plus fragiles ?

Cela revient à poser la question de la dette publique italienne, qui ne tardera pas à dépasser les 150 % du PIB. Si l'on estime que celle-ci est soutenable sans aide des autres pays européens, alors Rome pourra s'en sortir seule, grâce au maintien de taux directeurs bas par la BCE. Si l'on estime, en revanche, que la dette n'est pas soutenable, l'action de la BCE, dont le rôle n'est pas de subventionner les Etats mais d'éviter la panique des investisseurs, ne suffira pas.

Dans ce cas, il faudra plus de solidarité européenne, soit par l'émission de « coronabonds », des dettes communes pour financer les dépenses liées à l'épidémie, soit par une aide du Mécanisme européen de stabilité, sous réserve qu'il n'impose pas de réformes trop dures en contrepartie, avec en outre l'OMT *[opérations monétaires sur titres]*, le programme de rachats non limité de dettes publiques par la BCE.

Cette crise va-t-elle changer la nature de la mondialisation ?

Elle était déjà questionnée avant la pandémie, avec une réflexion sur la relocalisation des certaines chaînes de production, en Europe centrale plutôt qu'en Chine, par exemple. Nombre de grandes entreprises ont pris conscience que pour des questions de sécurité, ou parce qu'elles s'exposent à un risque de rupture d'approvisionnement, elles ont intérêt à rapprocher leurs usines.

Pour des raisons politiques, stratégiques et d'efficacité, cette crise va renforcer la déglobalisation. En espérant que l'on trouve le juste équilibre, sans tomber dans l'excès inverse. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE CHARREL

Amsterdam parie sur le « donut » pour soutenir la reprise

Ce programme, inspiré du fameux beignet américain, permet d'allier prospérité économique, progrès social et transition écologique

Et si, à la sortie du confinement, nos économies redémarraient grâce au donut, le célèbre beignet américain troué au centre ? La ville d'Amsterdam en prend le pari – symboliquement, du moins. Mi-avril, la capitale des Pays-Bas a en effet adopté un plan de relance inspiré de « l'économie du Donut », un modèle mis au point par Kate Raworth, professeure à l'université d'Oxford.

L'objectif affiché est ambitieux : soutenir la reprise, alors que le pays doit débuter la réouverture des écoles le 11 mai, en combinant progrès social et transition écologique. *« L'idée est de revoir notre façon de consommer et de produire, tout en favorisant la création de nouveaux emplois »,* résume Marieke van Doorninck, l'adjointe au maire chargée de la durabilité et de l'aménagement du territoire.

Une coalition de gauche

Dans l'ouvrage *La Théorie du donut : l'économie de demain en 7 principes*, paru en France en 2018 (éd. Plon), Kate Raworth propose de revoir les fondements de nos politiques économiques. Trop centrées sur la recherche à tout prix de la croissance, estime-t-elle, celles-ci devraient plutôt se concentrer sur l'amélioration des conditions de vie, dans le respect des écosystèmes. C'est là que la fameuse pâtisserie imbibée de sucre intervient. Dans le schéma en forme de donut dressé par l'économiste, les populations dont les douze besoins fondamentaux tels que décrits pas les Nations unies ne sont pas assurés (santé, éducation, accès à l'eau…) se trouvent à l'intérieur du trou central. Le cercle extérieur représente le « plafond écologique », à savoir, les limites à ne pas franchir en termes d'émission de CO_2 ou de maintien de la biodiversité, si l'on veut assurer la soutenabilité des ressources naturelles.

Les nations assurant les besoins humains sans dépasser ce plafond se situent entre les deux cercles – c'est-à-dire dans la pâte du beignet. Cette théorie est l'un des piliers du vaste programme déployé par Amsterdam pour atteindre, entre autres, la neutralité carbone en 2050. *« Nous travaillons sur l'élimination des déchets depuis longtemps déjà, mais le donut permet de faire le lien avec les problématiques sociales,* détaille Mme van Doorninck. *Et, surtout, de passer de la théorie à la pratique. »*

Catalogue de bonnes pratiques

Dans le détail, le modèle n'est pas un catalogue des bonnes pratiques à adopter. Mais, plutôt, un guide permettant à chaque ville et chaque pays d'identifier où il se situe – encore dans le trou, ou déjà au-delà de la soutenabilité écologique ? Et de déterminer, en fonction, le chemin à suivre pour intégrer le beignet. Pour y parvenir, la Venise hollandaise, dirigée par une coalition de gauche, a également consulté les habitants et s'appuie sur la très sérieuse « Coalition du donut d'Amsterdam », un réseau d'une vingtaine d'associations de quartier et de PME créé fin 2019.

Ces dernières semaines, la ville a ainsi lancé un service de collecte d'ordinateurs usagés. Réparés, ils sont ensuite distribués aux foyers fragiles et peu équipés. *« Une façon de créer des emplois en réduisant la fracture numérique »,* décrit l'élue. Pour construire des logements bon marché et moins polluants, les constructeurs sont encouragés à utiliser, entre autres, du bois à la place du béton et doivent fournir un « passeport » recensant les matériaux utilisés pour bâtir les immeubles. *« L'objectif est de ne plus détruire ceux-ci, mais de les démonter entièrement afin de réutiliser les matériaux »,* ajoute Mme van Doorninck.

Elle incite également les fabricants à produire des biens réparables et réutilisables. *« Mais ce ne sera possible à grande échelle que si des législations nationales et européennes les y contraignent »,* ajoute l'adjointe, qui rêve de convertir également le gouvernement et la Commission de Bruxelles au donut… ■

M. C.